



## Déclaration liminaire CTA du 22 juin 2022 pour l'UNSA Éducation

Mme la Rectrice, Mesdames et Messieurs les membres du CTA,

Un message fort a été adressé au gouvernement et au Président de la République lors du second tour des élections législatives. Des figures majeures de la majorité ont été battues, dont 3 ministres. Pour la première fois depuis l'inversion du calendrier électoral en 2002, les électrices et les électeurs n'ont pas donné de majorité absolue au président élu pour gouverner. Alors que le scrutin majoritaire avait jusqu'alors polarisé la vie politique en assurant des majorités confortables, cette situation inédite s'explique avant tout par l'échec du « front républicain ». La responsabilité de toutes celles et tous ceux qui n'ont pas été clairs face à l'extrême-droite est importante.

Pour l'UNSA Éducation, le défi démocratique que représente une abstention croissante qui se maintient, notamment chez les jeunes, nécessite un changement de méthode politique, à l'opposé de ce qui s'est passé pendant le premier quinquennat Macron, où le rôle des corps intermédiaires dans la démocratie sociale a été ignoré, voire nié. Cette situation nouvelle doit aussi être l'occasion de créer enfin une culture du compromis dans la vie politique française.

Face à une extrême-droite qui se fortifie, avec des territoires durablement conquis, l'UNSA Éducation affirme sa volonté de travailler avec les forces républicaines pour faire reculer le Rassemblement National et renforcer la République laïque, démocratique, sociale et écologique, en restaurant la puissance publique contre tous les fatalismes sociaux et économiques. Le soutien à des politiques éducatives qui réduisent les inégalités, incluant la mise en œuvre de mesures énergiques et innovantes pour la mixité sociale, devient chaque jour plus indispensable dans ce contexte. Ces politiques éducatives ne peuvent réussir sans une meilleure reconnaissance des personnels, pour créer un « choc d'attractivité », avec une revalorisation importante de leur rémunération et une amélioration des conditions de travail.

Nous voulons enfin une société plus apaisée, une démocratie où l'écoute et l'effort de rassembler soient plus forts. Le rôle du dialogue social et la place des corps intermédiaires doivent être renforcés : comme médiateurs sociaux, avec l'ensemble des forces syndicales, associatives, caritatives et citoyennes qui font la République du quotidien, ceux-ci font partie des solutions évidentes à la crise politique que notre pays traverse. Au Président de la République d'être à la hauteur de ce défi majeur : il n'est pas encore trop tard !

Concernant l'ordre du jour de ce CTA, l'UNSA Education est surprise d'y voir figurer la feuille de route académique SEGPA. Si l'on peut se satisfaire qu'une réflexion sur l'avenir de la SEGPA ait été envisagée, on regrette fortement que les organisations syndicales n'aient pas été associées.

De nombreuses questions émergent dont celle des moyens : seront-ils à la hauteur des enjeux en formation des enseignants, inclusion des élèves, réaménagement des plateaux techniques ETC ou cette feuille de route est-elle née d'une volonté d'économies de moyens, pour préparer les annonces présidentielles sur plus d'orientation dès la 5ème ?

Dans ce cas les Segpa ne seraient plus des structures mais des dispositifs qui pourraient se généraliser dans chaque collège du territoire. Pour l'UNSA Education c'est non !

Les élèves en difficultés subissent en premier la baisse des moyens. Disparition des RASED et maintenant disparition de la SEGPA ?

Mme la rectrice, le film paru cette année sur cette structure n'est pas la réalité du terrain. Nous vous engageons à consulter la page d'un de nos syndicats, le SE UNSA qui a collecté témoignages des élèves, des enseignants et des parents.

Je vous remercie de votre attention.

Pour les représentants de l'UNSA Education au CTA

Evelyne FAUGEROLLE